

CONSEIL MUNICIPAL

Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Mardi 28 Novembre 2023** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,


Frédéric BRICOUT

Préambule à la séance du Conseil Municipal du 28 Novembre 2023

Présentation de Monsieur le Sous-Préfet de Cambrai Fayçal DOUHANE
et de Madame Mary CHERPION, Secrétaire Générale

Monsieur le Maire : *« Messieurs, Dames, s'il vous plaît, bienvenue dans cette salle du conseil municipal. Alors, je tiens à le dire, nous n'avons pas encore démarré le Conseil Municipal puisque on a l'honneur d'accueillir ce soir notre nouveau Sous-Préfet, Fayçal DOUHANE et notre nouvelle Secrétaire Générale de la Sous-Préfecture, Mary CHERPION, donc, qui nous font le plaisir et l'honneur de venir nous rencontrer. Donc vous comprendrez qu'ils ont un devoir de neutralité, donc on n'est vraiment pas dans le Conseil Municipal, donc merci Monsieur le Sous-Préfet de votre présence et ce que je propose, c'est qu'on fasse un tour de table rapide pour vous puissiez vous présenter à Monsieur le Sous-Préfet puis après nous lui laisserons la parole. »*

Tour de table

Monsieur le Sous-Préfet : *« Monsieur le Maire, merci pour votre invitation, quand vous me l'avez proposé, j'ai dit oui tout de suite parce que c'est un grand bonheur de rencontrer à la fois l'ensemble des Conseillers Municipaux, des Conseillères Municipaux, des Adjointes au Maire, des membres de votre administration et aussi, je salue les habitants de votre ville qui sont présents aujourd'hui pour écouter les différents débats, parce que je pense que c'est un lieu où la démocratie doit vivre. J'étais pendant longtemps Directeur Général Adjoint de l'association des Maires d'Île de France donc j'ai pu visiter et être invité à un certain nombre de lieux, de débats démocratiques donc j'ai l'habitude de travailler avec des Maires. J'étais aussi directeur de cabinet, chef de cabinet donc j'étais plutôt de ce côté. Ensuite, je suis rentré au Quay d'Orsay, j'étais directeur de cabinet du Préfet des Vosges, ensuite je suis allé en Seine-Saint-Denis comme Sous-Préfet de l'arrondissement de Bobigny, j'ai eu le bonheur de rencontrer le Préfet Georges François LECLERC et mon dernier poste avant d'avoir le grand bonheur de venir dans le beau département du Nord, j'étais chef du bureau des affaires immobilières des préfectures, de la police et de la sécurité civile, il y a des titres un peu longs, mais qui, en gros, j'étais responsable des investissements immobiliers de l'État, voilà Hôtel de Police, Préfecture, Centre de Rétention Administratif et tout ce qui est sécurité civile. Je vous remercie doublement, parce que cela me permet aussi de rencontrer vos équipes, et j'étais il y a quelques minutes, avec un certain nombre de journalistes ici présents, à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour une manifestation extraordinaire, le concours du meilleur pâtissier des Hauts de France donc vous verrez ça très certainement dans la presse demain ou après-demain. Depuis que je suis arrivé, alors mon secrétaire général a décidé, mais c'était une décision qui avait été prise depuis longtemps, de rejoindre sa famille à Montpellier donc j'ai eu le grand bonheur que Mary CHERPION, ma nouvelle Secrétaire Générale, accepte le poste, c'est un peu comme le poste de DGS, je sais pas où il est, c'est des postes compliqués, durs et puis il faut répondre aux demandes multiples du Maire, quel que soit l'horaire c'est des métiers compliqués donc, bonne chance! Je vous le dis. Je ne vais évidemment pas parler des différents projets aujourd'hui parce que c'est évidemment, je sortirais que de mon rôle. La semaine dernière, depuis que je suis arrivé, j'ai décidé de mettre en place un certain nombre de moments de discussion avec les Maires pour parler des différents projets structurants qui ont été votés, qui ont été validés par le Conseil Municipal, bien évidemment, en termes de fonctionnement avec les services de l'État donc on a réalisé une sorte de revue de projets avec la ville de Cambrai, sur des projets structurants, avec les services de l'État, tous mes secrétaires, tous mes chefs de bureau, la DREAL, la DDTM, l'ABF donc je vous proposerai à la rentrée, au mois de janvier, d'organiser une réunion revue de projets avec l'ensemble de mon équipe et les services de l'État pour discuter que des avancées et comment vos projets peuvent être soutenus par l'État parce qu'il est important aussi que l'on apporte une réponse rapide, argumentée et aussi structurée autour de la Sous-Préfecture, voilà alors c'est le message que je voulais, j'avais l'ensemble des projets, je ne les oublie pas, Monsieur le Maire, je sais très bien, j'étais chez vous il y a une quinzaine de jours et je reviendrai très certainement très rapidement sur des questions de négociation avec les repreneurs, le repreneur de l'entreprise que l'on connaît tous. Je reviendrai autant de fois qu'il le faut pour vos projets, pour les projets qui ont été décidés collectivement. Donc, merci encore pour votre accueil. Je vous laisse maintenant faire un pas en arrière, mais sachez que vous avez*

un Sous-Préfet qui est motivé, qui comprend les difficultés, mais aussi les réponses que peut apporter un Maire à sa population, parce que j'ai travaillé pendant 20 ans pour des Maires donc je comprends la difficulté du poste, je comprends que vous êtes dans un lieu démocratique donc. Je connais votre franc-parler, mais je sais aussi qu'ici, il y a aussi une sorte de franchise démocratique qui doit exister. Merci encore pour votre accueil et puis, à très bientôt et passez une bonne soirée de débat démocratique, dans la joie et l'allégresse. Merci. »

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU MARDI 28 NOVEMBRE 2023 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Mardi 28 Novembre 2023, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 22 Novembre 2023, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. BALEDENT Matthieu, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémie, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration (4) :

M. DECALION Ismaël : procuration à M. BRICOUT Frédéric
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane
Mme MATON Audrey : procuration à Mme PLUCHART Claudine
M. COLLIN Denis : procuration à Mme THUILLEZ Martine

Membre absent excusé (1) :

M. BAJODEK Alban,

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire procède à l'appel.

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 OCTOBRE 2023

Procès verbal distribué le 22/11/2023

Monsieur le Maire : *« Messieurs, Dames, nous allons commencer par l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 octobre. Par rapport à ce procès-verbal, il y a t il des remarques, des questions? Je n'en vois point. Je vais soumettre à votre approbation. »*

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 CONTRE : MME DESREUMAUX**

2. MAJORATION DE L'AIDE COMMUNALE POUR LE PERMIS DE CONDUIRE B

Madame Céline CAILLAUX, Conseillère Municipale, expose :

Le permis de conduire constitue aujourd'hui un atout précieux pour l'accès à l'emploi, la formation et la mobilité des jeunes. Depuis plusieurs années, la municipalité consciente de la difficulté d'accéder au permis de conduire en raison notamment de son coût important, a souhaité favoriser l'autonomie et l'insertion des jeunes en facilitant l'accès au permis de conduire.

C'est ainsi qu'en liaison avec la Mission Locale du Cambrésis, il a été mis en place, un dispositif d'aide au financement du permis de conduire B en octroyant une bourse de 150 € par jeune âgé de 16 à 24 ans en contrepartie d'une mission de bénévolat au bénéfice de la collectivité ou d'une association locale.

Cette aide s'adresse sans condition particulière de ressources, aux jeunes de la commune de Caudry habitant la commune depuis plus d'un an. Pour rappel, cette aide peut se cumuler avec les aides mises en place par d'autres institutions telles que la Région ou encore l'État.

Au regard de l'augmentation des frais de formation, la municipalité a souhaité procéder à une revalorisation de l'aide communale en la portant à 300 euros avec comme contrepartie le passage à 16 heures de bénévolat ou 10 heures si il s'agit d'un week-end ou d'un jour férié.

Ainsi il faut donc tenir compte de ces changements en accordant la bourse communale aux conditions suivantes :

- être âgé de 16 à 24 ans révolus
- avoir réussi l'examen du code de la route
- résider à Caudry depuis plus d'un an
- accomplir 16 heures de bénévolat (10 heures si week-end ou jour férié)

Cette aide sera toujours versée par la Mission Locale du Cambrésis directement à l'auto-école choisie par le jeune bénéficiaire. Pour cela, la Mission Locale du Cambrésis est titulaire d'un compte bancaire dédié qui sera crédité par une subvention municipale annuelle de 15 000 € pouvant être abondée si besoin ou reportée sur l'exercice de l'année suivante.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette nouvelle convention avec la Mission Locale du Cambrésis et à mettre en place ce dispositif modifié à partir du 1^{er} janvier 2024 en veillant à l'inscription des crédits nécessaires au budget communal.

Monsieur le Maire : « Messieurs, Dames, donc une décision somme toute importante de doubler l'aide que nous apportons au permis pour nos jeunes caudrésiens. Pour votre information, c'est un dispositif qui a été mis en place en 2018. Depuis 2018, 142 jeunes caudrésiens ont bénéficié de cette aide. En 2020, il y a eu 23 aides ; 2021, 29 ; 2022, 16 aides; 2023, 14 aides. On vous demande, Messieurs, Dames, de bien vouloir accepter le passage de l'aide municipale de 150 à 300 €. »

Madame DESREUMAUX : « Excusez-moi juste quelques questions pour, pour aller un peu plus loin dans votre description. J'ai bien noté qu'il y avait 142 jeunes caudrésiens qui avaient pu bénéficier depuis 2018 de cette aide. Est-ce qu'on est capable de savoir quel jeune, enfin le nombre de jeunes qui est allé, qui sont allés jusqu'au bout de leur permis ? »

Madame CAILLAUX : « Alors, nous, on les rappelle à chaque fois pour voir s'ils ont avancé dans leur permis, on met à jour leur dossier, la plupart vont jusqu'au bout, surtout depuis le temps

qu'on a changé, qu'on a mis code validé, les jeunes vont jusqu'au bout parce qu'ils peuvent prétendre à des allocations en parallèle CEJ, et ils peuvent aussi avoir l'aide de la région donc la plupart des jeunes peuvent avoir jusque la totalité du permis financé. »

Madame DESREUMAUX : *« Alors, mais ça me donne pas un chiffre en fait et c'est vrai que ce serait bien d'avoir quand même des choses chiffrées... »*

Madame CAILLAUX : *« Oui, après je peux demander, il n'y a pas de souci. »*

Madame DESREUMAUX : *« OK, super ! D'autre part, donc c'est sans condition de ressources, mais ça s'adresse quand même à une catégorie de jeunes, enfin aller à la mission locale, c'est pas non plus tous les jeunes qui franchissent le pas. »*

Madame CAILLAUX : *« Alors si, l'aide est versée à tout jeune 16-24 ans même s'ils sont scolaires, il n'y a pas de souci, nous, on les inscrit juste pour la bourse. »*

Madame DESREUMAUX : *« OK, très bien! Je vous remercie. Par contre, je pense que, au coût, alors c'est bien d'avoir doublé cette aide, il y a vraiment, bien au contraire. Par contre, c'est soit trop peu ou ou soit de trop, à partir du moment où, en plus, il n'y a pas de condition financière, en tout cas de revenu, sur cette aide, parce que en fait, un permis aujourd'hui, on est entre 1300, 1500 voir 1600 € alors même si j'entends comme vous l'avez dit, que certains jeunes ont tout leur permis financé par d'autres organismes, que, en tout cas, d'autres institutions, que la mairie, voilà il y a peut être quelque chose où on peut aller un peu plus loin et pas forcément l'ouvrir à tous, parce qu'encore une fois, 300 c'est à la fois peu et à la fois beaucoup. Je vous remercie. »*

Monsieur le Maire : *« Très bien, alors Messieurs, Dames, par rapport au passage de cette aide de 150 à 300 €, y a t-il des contres ? Des abstentions ? Unanimité, merci. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur COTTEAU, Responsable Etudes, Missions, Audits, Habitat, Loisirs, Jeunesse

Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

3. LOCATION SALLES – MODIFICATION DES TARIFS

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, expose :

Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie en 2023 (électricité + 15 % en février, + 10 % en août ; gaz + 13 % en octobre), la location des salles municipales engendre un coût énergétique supplémentaire pour la commune.

Dans ce cadre, Madame THUILLEZ propose l'adoption d'un tableau des tarifs relatif aux locations intégrant un différentiel « été /hiver ».

La proposition d'augmentation des tarifs lors des locations en période hivernale serait de 20 % pour les particuliers caudrésiens ou associations caudrésiennes et de 30 % pour les demandeurs extérieurs.

Le tableau s'établit de la façon suivante :

	<u>CAUDRY OU ASSOCIATIONS</u>		<u>EXTÉRIEURS</u>	
	ÉTÉ	HIVER	ÉTÉ	HIVER
	du 1 ^{er} mai au 31 octobre	du 1 ^{er} novembre au 30 avril	du 1 ^{er} mai au 31 octobre	du 1 ^{er} novembre au 30 avril
BOURSE DU TRAVAIL				
Vin d'honneur	200,00 €	240,00 €	250,00 €	325,00 €
repas week-end	350,00 €	420,00 €	450,00 €	585,00 €
AG ,Réunion journée	200,00 €	240,00 €	300,00 €	390,00 €
ECOLE AUDENCOURT				
1 journée en semaine	100,00 €	120,00 €	200,00 €	260,00 €
Week-end 2 jours	170,00 €	204,00 €	250,00 €	325,00 €
CENTRE SOCIO CULTUREL				
Vin d' honneur	200,00 €	240,00 €	250,00 €	325,00 €
ESPACE SCHWEITZER				
1 journée en semaine	400,00 €	480,00 €	600,00 €	780,00 €
AG – vin d'honneur	250,00 €	300,00 €	350,00 €	455,00 €
Week-end 2 jours	600,00 €	720,00 €	750,00 €	975,00 €
SALLE DES FÊTES PÔLE CULTUREL				
Banquet 1 journée	600,00 €	720,00 €	800,00 €	1 040,00 €
AG – Vin d'Honneur	250,00 €	300,00 €	350,00 €	455,00 €
Expo Vente 1 semaine	1 000,00 €	1 200,00 €	1 500,00 €	1 950,00 €
Forfait 2 jours	1 000,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 560,00 €
THÉÂTRE PÔLE CULTUREL				
Journée	1 000,00 €	1 200,00 €	1 500,00 €	1 950,00 €
2 jours week-end	1 500,00 €	1 800,00 €	2 000,00 €	2 600,00 €
ATELIERS CULTURELS				
Siège Social/domiciliation	60,00 €	72,00 €	60,00 €	78,00 €

Le Pont des Arts ainsi que le centre aéré, très peu loués, ne sont pas concernés par cette modification.

Ceci étant exposé, Madame THUILLEZ propose au Conseil Municipal :

- l'adoption des nouveaux tarifs des locations de salles à compter du 1^{er} Janvier 2024 à l'exception des contrats signés antérieurement à cette date pour lesquels les anciens tarifs seront maintenus.

Monsieur le Maire : « Très bien, des questions, des remarques Messieurs, Dames ? Non. Alors pour information, pour notre assemblée, la Bourse du Travail, par exemple, pour un vin d'honneur, passe de 200 € en été à 240 € en hiver, l'école d'Audencourt passe de 100 € en été à 120 € en hiver et le week-end de deux jours passe de 170 € à 204 €. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable État Civil / Affaires Générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

4. BONS D'ACHAT AUX RETRAITÉS MUNICIPAUX

Madame Claudine PLUCHART, Conseillère Municipale, expose :

Chaque année, la ville de Caudry sur proposition des commissions du personnel municipal et des seniors offre un cadeau aux retraités municipaux.

Durant la pandémie de COVID et pour soutenir nos commerçants en difficultés, le colis avait été remplacé par un bon d'achat d'une valeur de 25€ à dépenser chez tous les commerçants caudrésiens ayant une surface de vente inférieure à 400 m2.

L'année dernière, il avait été décidé que ce bon d'achat serait exclusivement à dépenser chez les commerçants partenaires de la carte de fidélité.

A compter de cette année, la commissions Commerce a proposé de remettre à l'honneur les commerçants partenaires de la carte de fidélité pour leur participation à l'attractivité du centre-ville.

Cette mesure permettra en outre à leurs clients, en cette période de crise sociale et économique, de faire des économies sur leurs achats.

Ainsi, la commission propose que seules les enseignes partenaires de la carte de fidélité (hors grandes surfaces) soient bénéficiaires des bons d'achat offerts aux retraités municipaux.

Le bon d'achat est nominatif, à dépenser avant une date butoir, ne peut être utilisé qu'une seule fois dans un seul et unique commerce de la liste chez les commerçants partenaires de la carte de fidélité du commerce caudrésien.

Madame PLUCHART demande aux membres du Conseil Municipal d'adopter cette proposition.

Monsieur le Maire : *« Donc, Messieurs, Dames, effectivement une décision qui a été validée par la commission commerce donc de faire bénéficier des bons d'achats retraités que les enseignes partenaires de la carte fidélité hors grande surface. »*

Madame DESREUMAUX : *« Excusez-moi, juste, comme l'année dernière, je m'étonne que seuls les commerces qui font partie de cette carte de fidélité peuvent bénéficier de ce bon, ça me semble presque pas égalitaire dans le traitement des commerçants. J'en profite aussi, pour, comme à mon habitude, pour vous demander où on en est de cette carte de fidélité ? Combien il y a de caudrésiens porteurs actifs de cette carte, d'une part. Et puis, est-ce que, réellement cela permet, enfin quel est en réalité, le bilan de cette carte depuis toutes ces années où elle est mise en service ? Pour moi, ce sera, pour cette question précise, ce sera une abstention, non pas que je suis contre le bon d'achat aux retraités municipaux, mais plus sur la liste bien particulière qui me semble malheureusement pas égalitaire pour tous nos commerçants du centre-ville. Je vous remercie. »*

Madame TRIoux : *« Alors, tous les commerçants peuvent accéder à cette carte de fidélité, peuvent être partenaires, seuls ceux qui participent aujourd'hui doivent déjà accorder une remise à leurs clients et c'est la raison pour laquelle on leur fait profiter de ces bons aux retraités. Il y a 8000 - 8500 clients qui sont porteurs de la carte de fidélité et aujourd'hui, nous avons 44 000 € de cagnotage qui seront probablement dépensés en cette fin d'année pour les fêtes de Noël, donc les clients qui consomment local vont pouvoir bénéficier de leur cagnotte pour les fêtes de fin d'Année. »*

Madame DESREUMAUX : « Alors, je vous remercie, j'entends bien votre argumentation. Effectivement, les commerçants qui ont fait le choix d'adhérer à cette carte font aussi, de leur côté, un pas vers, il y a, vraiment là, je l'entends, il n'y a pas de souci. Par contre, il faut aussi se poser la question de pourquoi les autres commerçants n'y adhèrent pas et auquel cas ce qui fait qu'il n'adhère pas ? Et pourquoi ça doit être une sorte un peu de punition ? Et je ne suis pas certaine que les 25 € par le nombre de retraités municipaux viennent couvrir les frais que dépensent les commerçants qui participent à cette carte. Vous m'avez dit 8500 clients, mais moi, j'aimerais vraiment avoir le nombre de caudrésiens actifs de cette carte. Je vous remercie. »

Madame TRIoux : « On va se renseigner, je vous communiquerai. »

Madame DESREUMAUX : « Je vous remercie. Excusez-moi, j'ai pas entendu combien ? Donc plutôt 30, 35 ? »

Propos inaudibles dans la salle.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX**

Affaire suivie par Madame DHENNAIN, Référente Commerce,
Sous-couvert de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

**5. AVENANT - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA
COMMUNE DE CAUDRY – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners gratuits, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

L'objectif du dispositif est double :

- il doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires;
- un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

Pour mémoire, par délibérations du 22 septembre 2021 et du 26 octobre 2022, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Batisse et Laite pour l'année scolaire 2021-2022 et un avenant pour l'école Jean Lebas pour l'année 2022-2023.

Attentive au bon développement de l'enfant, à sa réussite et à sa santé, la Ville de Caudry souhaite poursuivre ce dispositif cette année au sein de l'école Françoise DOLTO pour les classes de Grande section, Moyenne section et Petite section, à tour de rôle à la demande de la Directrice d'école (effectif moyen de 22 élèves par semaine) pour l'année scolaire 2023/2024.

Des petits déjeuners seront ainsi servis, pendant le temps scolaire, aux élèves des classes concernées, une fois par semaine, à compter du vendredi 08 décembre 2023.

Le présent avenant définit la contribution financière versée par l'Etat, au titre de la participation à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » assurée par la Ville de Caudry.

La participation de l'Etat est calculée sur la base d'un forfait d'1,30 € par élève et par petit déjeuner.

Il n'y aura aucun reste à charge pour les familles.

Dans ce cadre, Monsieur HISBERGUE propose au conseil municipal de :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports l'avenant de renouvellement du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Françoise DOLTO pour l'année scolaire 2023-2024 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document y afférent

Monsieur le Maire : *« Merci, Antoine. Par rapport à cette délibération des questions, des remarques ? »*

Madame DISDIER: *« Oui, je vois qu'il est noté donc qu'il n'y a aucun reste à charge pour la famille. Est-ce qu'il y a un reste à charge pour la municipalité ou l'État prend en totalité la charge de ces petits-déjeuners ? »*

Monsieur le Maire : *« Oui, la totalité, à part le service, c'est nos agents qui sont de service, mais autrement dans l'achat des... »*

Propos inaudibles Madame DISDIER

Madame DESREUMAUX : *« Oui, comme vous savez, il s'agit d'un point de désaccord que nous avons depuis le début que vous proposez ce petit-déjeuner à 22 enfants, parents, c'est-à-dire une classe, et en plus, par semaine, enfin voilà, on a fait suffisamment de vidéos là-dessus pour que vous connaissiez mon point de vue. Par contre, là où, moi, ça me pose question, c'est que, dès le début, vous m'aviez promis, la main sur le cœur, qu'il s'agissait là que, ... ça va, vous allez bien ? Je ne sais pas, je vous ai senti soufflé, je me suis demandée ce qui se passait, c'est bon ? OK... »*

Monsieur le Maire : *« ... Je vais beaucoup mieux que vous, je pense. »*

Madame DESREUMAUX : *« Ah bon ? »*

Monsieur le Maire : *« Je pense oui. »*

Madame DESREUMAUX : *« Je ne sais pas, allez plus loin Monsieur BRICOUT. »*

Monsieur le Maire : *« C'est Monsieur le Maire, Madame, s'il vous plaît. »*

Madame DESREUMAUX : *« Non, mais, je ne sais pas, dites-moi. »*

Monsieur le Maire : *« Non, mais c'est Monsieur le Maire, Madame, s'il vous plaît. »*

Madame DESREUMAUX : *« Mais moi j'aimerais savoir pourquoi vous vous permettez ce soir autour de cette table de me dire que vous allez mieux que moi ? »*

Monsieur le Maire : *« Mais, Madame, déjà, de quel droit vous vous permettez de me demander si je vais bien, je vais dire, balayez devant votre porte Madame, c'est toujours pareil... »*

Madame DESREUMAUX : *« ... Mais ... »*

Monsieur le Maire : « ...Je vous regarde simplement, vous me dites: vous allez bien ? »

Madame DESREUMAUX : « Vous, soufflez Monsieur le maire, vous soufflez.»

Monsieur le Maire : « Oui, c'est bien, Madame, avancez s'il vous plaît. »

Madame DESREUMAUX : « Alors... »

Monsieur le Maire : « ... et un peu de respect pour l'assistance. »

Madame DESREUMAUX : « C'est vous qui n'avez pas de respect pour moi Monsieur. Alors, je vais donc reprendre mon déroulé donc je le ... Excusez-moi, je peux continuer ? Comme vous le savez, c'est un point de désaccord que nous avons. Vous m'aviez promis donc, la main sur le cœur, et je répète la formule, qu'il s'agissait là que d'une expérimentation, mais que, très vite, on allait savoir comment les choses fonctionnaient, et qu'on allait pouvoir ouvrir l'expérimentation à quelque chose de plus pérenne, et que chaque classe et chaque élève des écoles pourraient en bénéficier. Là, moi, je vous demande ce soir : à quel moment allons nous arrêter, mettre fin à cette expérimentation ? Parce que, soit ça fonctionne et dans ces cas là chaque enfant a un petit-déjeuner, soit ça ne fonctionne pas et puis, tant pis on fait autre chose. Parce que quand je lis dans la délibération que l'on est attentif au bien-être de l'enfant si c'est simplement 22 enfants de la ville de Caudry, là, moi, je me pose quand même des questions. Je vous remercie. »

Monsieur HISBERGUE : « Je sais pas, je réponds.. L'expérimentation de toute façon, on peut la reconduire tant qu'on n'a pas fait le tour des écoles Madame DESREUMAUX, premièrement. Et puis toutes les écoles ne sont pas favorables au dispositif, c'est ce que je peux vous répondre. Après, c'est pas évident de trouver une formule pour toutes les écoles, puisque, elles-mêmes ne sont pas d'accord entre elles donc voilà, je n'ai pas d'autres éléments à apporter. Le tout, c'est de mettre en place ce dispositif, après à plus grande-échelle, ça aurait un autre impact pour la commune aussi. Et puis, je vous rappelle, juste pour information, que les parents sont là aussi pour assurer l'éducation alimentaire des enfants et que tout ne doit pas être pris en charge par l'Education et par la commune. C'est ce que je vous répondrai, parce que moi, mes parents m'ont toujours apporté ce qu'il fallait dans mon assiette et n'ont pas attendu que la commune paye ce qu'il faut, pourtant, il n'y avait qu'un salaire qui rentrait à la maison, je peux vous dire, je ne faisais pas partie des favorisés, j'anticipe vos remarques après, et donc voilà il faut aussi remettre les choses à leur place. »

Madame DESREUMAUX : « La formule est un peu populiste, quand même, non ? »

Monsieur HISBERGUE : « Populiste, non ? Réel. »

Madame DESREUMAUX : « Je sais pas, dans tous les cas, lorsque vous êtes, lorsque le conseil municipal, la majorité en tout cas, s'est exprimé en disant qu'il s'agissait d'une expérimentation et qu'ensuite on allait ouvrir les choses, maintenant, vous me dites que ce soir, qu'en fait on va expérimenter dans chaque classe, effectivement, dans 10 ans on y est encore. »

Monsieur HISBERGUE : « Chaque école. »

Madame DESREUMAUX : « Peu importe, peu importe quand est-ce que cette expérimentation va s'arrêter et quand est-ce qu'on va avoir un bilan de ce qu'apporte cette expérimentation et quand est-ce qu'on va passer aux choses sérieuses ? Je vous remercie. »

Monsieur HISBERGUE : « Oui, c'est sérieux, l'éducation des enfants. »

Monsieur le Maire : « Oui, allez, on passe au vote. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

6. MODIFICATION DES TARIFS DE L'AIRE DE CAMPING-CARS : AJOUT D'UN « TARIF » SEUIL

Monsieur le Maire : *« Messieurs, Dames, on vous propose de ne pas voter la délibération au numéro 6. Il y a plusieurs petits points qui sont pas bons, à revoir dans cette délibération. On va donc passer à la question numéro 7. »*

QUESTION RETIRÉE

Affaire suivie par Madame MUTEZ, Responsable environnement et aménagement urbain

7. DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – ÉCOLE GASTON BRICOUT - WALINCOURT-SELVIGNY

Madame Ophélie DEMARQUE, Conseillère Municipale, expose :

L'école Gaston BRICOUT située à Walincourt-Selvigny souhaite organiser du 1^{er} au 7 juin 2024 une classe découverte à Beaumont Saint-Cyr (près de Poitiers) avec les élèves d'U.L.I.S (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire).

Ce projet a pour objectif de découvrir un patrimoine, de renforcer la cohésion de groupe et de développer les compétences écrites et orales.

Un élève Caudrésien est concerné par ce voyage. Cet élève est scolarisé dans cet établissement en raison de l'absence de place dans l'U.L.I.S de Paul Bert à Caudry et a été affecté par l'Inspecteur de la circonscription dans cette école.

Le coût de ce projet est estimé à environ 500 € par enfant.

Madame DEMARQUE propose au Conseil Municipal l'octroi à l'école via l'OCCE (Office Central de la Coopération à l'Ecole) d'une subvention exceptionnelle de 150 €.

Monsieur le Maire : *« Oui donc on a été destinataires de ce courrier, un jeune caudrésien qui malheureusement n'a pas pu aller en ULIS à Paul Bert, parce qu'il n'y avait plus de place et donc il a été scolarisé à l'école Gaston BRICOUT de Walincourt et on vous demande d'avoir ce geste très sympathique de l'aider, d'aider son école dans le voyage avec une aide de 150 €. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

8. ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE AR N°1509 – SISE PASSAGE DOUAY A CAUDRY

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, informe l'assemblée que le bien sis 17Q rue Vaucanson à Caudry, anciennement cadastré AR n°50, a été divisé en deux parcelles nouvellement cadastrées AR n°1508 et n°1509.

La division a été réalisée dans le but de mettre en conformité le cadastre puisque la parcelle nouvellement cadastrée AR n°1509 correspond à une partie de la voirie.

Dans le cadre de la vente du bien situé 17Q rue Vaucanson, il convient de procéder à la régularisation de la situation de cette parcelle.

Aux termes d'une discussion avec Maître LEFEBVRE-TACCONI, notaire en charge du dossier, il a été proposé de prévoir aux termes de l'acte de vente de céder la parcelle AR 1509 au profit de la Commune à l'euro symbolique.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal décide:

- d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir la parcelle cadastrée section AR n°1509 à l'euro symbolique.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire.
- de classer cette parcelle dans le domaine public communal.

Monsieur le Maire : *« Merci, Marc. Apparemment, on aura pas mal de délibération comme ça alors c'est, pour votre information, c'est le domaine public qui est sur le domaine privé, donc on est sur le domaine d'autrui et ça représente, Dominique je vais peut être te laisser la parole, ça représente quelle surface ? »*

Monsieur FAUQUEMBERGUE : *« 25 m². »*

Monsieur le Maire : *« Et on en aura encore pas mal, parce qu'on est en train de recenser. »*

Monsieur FAUQUEMBERGUE : *« Oui, une vingtaine. »*

Monsieur le Maire : *« Voilà, donc des fois on est sur le domaine privé, des fois le domaine privé est sur le domaine public, voilà donc tout simplement, Messieurs Dames, on vous demande de bien vouloir autoriser à acquérir la parcelle cadastre de 25 m² à l'euro symbolique. »*

Madame DISDIER : *« S'il vous plaît Monsieur le Maire. Si vous nous dites qu'il va y avoir d'autres, comment dire, d'autres dossiers tels, ça sera systématiquement, que ça soit dans un sens ou dans l'autre sens, l'euro symbolique qui sera proposé ? »*

Monsieur le Maire : *« Ça dépend de la surface de la parcelle. »*

Madame DISDIER : *« Normalement, ça vaut combien ? »*

Monsieur le Maire : *« Mais c'est des petits trucs. »*

Madame DISDIER : *« Ça vaut combien réellement, sur le domaine public ça vaut combien ça ? »*

Monsieur le Maire : *« Ça dépend après si c'est constructible, pas constructible. Mais là c'est quoi, c'est... »*

Monsieur FAUQUEMBERGUE : *« ... alors, c'est déjà pour la responsabilité, là c'est la voirie, c'est un morceau de voirie et donc on attend toujours, on négocie avec les propriétaires, et là ici on a pu, parce que la maison a été vendue alors on a pu récupérer le terrain, on est tout de suite négocié avec, grâce à la DIA avec le notaire. Mais sinon, c'est toujours gratuit, parce que le propriétaire est responsable d'un morceau de voirie alors, il a tout intérêt à nous le céder à l'euro symbolique. »*

Monsieur le Maire : *« Oui c'est un bout de trottoir. »*

Madame DISDIER : *« Mais dans l'autre sens, est-ce qu'ils ne vont pas demander des sous à la mairie ? Parce que vous avez dit que ça marchait dans les deux sens. Donc, dans l'autre sens, est-ce que la mairie serait susceptible de devoir... »*

Monsieur le Maire : *« ... là on achète et après on revendra. »*

Monsieur FAUQUEMBERGUE : *« Alors on l'achète à l'euro symbolique et après ça va être classé dans le domaine public. Aujourd'hui, c'est domaine privé, mais ça fait partie, c'est une partie de la chaussée, ça veut dire qu'on roule sur un terrain privé. C'est une régularisation. Ce sont des petits morceaux comme ça dans Caudry, qu'il faut régulariser pour pouvoir classer nos voiries, sur le domaine public. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame LEPREUX, Référente marchés publics et juridique des Services Techniques
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

9. ASSOCIATION LES 3C (CANICROSS CLUB CAUDRY) – DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

L'association les 3C a pour vocation de rassembler les passionnés de Canicross et d'organiser des événements autour du Canicross.

Monsieur Thierry Renault, Président de l'association, a récemment sollicité la commune afin d'obtenir une subvention exceptionnelle pour financer une partie du déplacement d'un des licenciés au Championnat du Monde qui a eu lieu en Octobre 2023.

Monsieur DOYER propose :

- de répondre favorablement à cette demande en accordant une subvention exceptionnelle de 500 € à l'association les 3C.

Il précise que la commission des sports a émis un avis favorable au cours de sa réunion du 16 Novembre 2023.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – article 6574.

Monsieur DOYER : *« Cette compétition puisque, en annexe, vous avez peut être pu le voir, nous avons les dépenses engendrées par cette participante au championnat du monde qui ont eu lieu au fin fond de l'Allemagne, à Leipz exactement près de Wittenberg, c'est une province au sud de Berlin dans le Saxe-Anhalt, l'ancienne RDA et donc c'était pour aider cette personne à participer à un championnat du monde, ça n'est pas tous les jours que Caudry puisse ainsi mettre en valeur son club, qui pour s'occuper des animaux, il suffit d'assister à leur réunion pour s'apercevoir comme l'éducation des animaux a une importance, surtout quand sur tous nos trottoirs, nous avons encore des affiches "trottoirs pas crottoirs" qui sont régulièrement bafoués par nos participants. Ce genre d'association participe à la mise en application de ces règles de civisme. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

10. ASSOCIATION COLOMBOPHILE LOCAL UNIQUE – DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, expose :

Les sociétés colombophiles, suite à de nouvelles exigences, vont devoir s'équiper de paniers en plastique pour transporter les pigeons en remplacement des paniers osiers qui sont de conception et fabrication anciennes et plus adaptés aux normes modernes de transport d'animaux vivants.

Afin de faire face à cette dépense importante et imprévue, Monsieur Hector WATREMEZ, président de l'association colombophile de Caudry, Local Unique, a sollicité Monsieur le Maire afin d'obtenir une subvention exceptionnelle de la commune.

Les besoins sont de 50 paniers et le prix d'un panier est de 80 €, soit un coût total de 4 000 € (devis de la fédération colombophile française).

Monsieur MARIN propose :

- de répondre favorablement à cette demande en accordant une subvention exceptionnelle de 2 000 € soit 50 % du montant total du devis.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Merci. Je me permets, moi, je suis quand même assez surpris par cette obligation qui est donnée au club colombophile de mettre fin à de l'osier, qui est une matière noble puisqu'elle est naturelle, pour remplacer par des casiers en plastique mais bon c'est une obligation, autrement, leurs pigeons ne seront plus transportés et ils n'auront plus le droit de participer. Voilà, ceci étant dit, on vous demande de les aider, parce que ça représente un coût conséquent en accordant une subvention à hauteur de 50 % du montant total du devis, une subvention de 2000€.* »

Madame DISDIER : « *Excusez-moi Monsieur le Maire, je ne suis pas du tout contre et je suis tout à fait d'accord avec ce que vous venez de dire sur ces nouvelles règles. Juste une petite question quand même : cette association a combien de subvention à l'année puisque je suppose elle perçoit une subvention annuelle.* »

Monsieur le Maire : « *Agnès, tu sais ? Pas grand chose. C'est dans les 300 € je pense.* »

Madame DISDIER : « *Oui, oui, je sais qu'ils sont là au 14 juillet.* »

Monsieur le Maire : « *Toutes les manifestations ils sont là.* »

Madame DISDIER : « *Non mais je vous dis, là je ne suis pas en train de poser problème. C'était pour savoir un petit peu comment fonctionnait leur association et comment il a financé et voilà.* »

Monsieur le Maire : « *OK* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

11. ASSOCIATION MAJORETTES « LES DIABLESSES » - SUBVENTION DE DÉMARRAGE

Madame Sandrine TRIOUX, Adjointe au Maire, expose :

Une association de majorettes « Les diables » a récemment été créée dont le siège social se situe à Caudry.

Les membres du bureau ont pris contact avec Monsieur le Maire afin de solliciter une subvention dans le but de les aider au démarrage de l'association (achat matériel, ...).

Madame TRIOUX propose :

- de répondre favorablement à cette demande et de leur accorder une subvention de démarrage de 150 €.

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2023 – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Un petit mot Docteur. »*

Monsieur DOYER : « *Je suis allé assister à un de leurs premiers entraînements dans la salle Secretin et donc leur présidente met du cœur à l'ouvrage et ce qui est surtout intéressant dans l'affaire, c'est que j'ai pu constater qu'elle a autour d'elle beaucoup de jeunes enfants et qui participent tout à fait à votre politique de s'intéresser particulièrement à tous les clubs sportifs qui mettent en évidence, qui mettent en valeur le travail des enfants, quand on sait, comme la pratique du sport, la pratique d'activités en commun a d'importance dans le développement physique, bien sûr, mais dans le développement de la vie en société, comme il est coutume de le dire maintenant, du vivre-ensemble. Et à ce titre, toutes les bonnes volontés sont prises et cette dame, d'une nature d'apparence plutôt chétive, met beaucoup de cœur à l'ouvrage et beaucoup de dynamisme dans son entreprise. »*

Monsieur le Maire : « *Merci, Docteur. Elles sont combien à peu près? Elles étaient combien, à l'entraînement quand vous y êtes allé, elle était combien ?* »

Monsieur DOYER : « *Il y avait bien une trentaine de personnes. »*

Monsieur le Maire : « *Trentaine, bravo. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

12. PERSONNEL COMMUNAL - INSTAURATION DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE DE POUVOIR D'ACHAT

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire, expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat

exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 21 novembre 2023,

Madame RICHOMME expose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire.

Pour être éligibles à la prime, les agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) doivent :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute ne dépassant pas 39 000 € sur la période du 1^{er} Juillet 2022 au 30 Juin 2023 (soit 3 250 € en moyenne par mois), sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (Gipa) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

La prime prévue est versée par :

- l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;
- chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers. Les montants pouvant être alloués varient ainsi de 800 € (pour les agents dont la rémunération est d'au plus 23 700 € sur la période de référence) à 300 € (pour les agents dont la rémunération est comprise entre 33 601 € et 39 000 €).

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1^{er} Juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} Juillet 2022 au 30 Juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} Juillet 2022 au 30 Juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité, l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 Juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité, établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 Juin 2024.

Ceci exposé, Madame RICHOMME propose au Conseil Municipal :

- l'instauration de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire qui sera versée aux taux plafonds aux agents territoriaux (fonctionnaires et contractuels de droit public) qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} Juillet 2022 au 30 Juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat (dans la limite des plafonds fixés par le décret)
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

- l'attribution de la prime fera l'objet d'un arrêté individuel
- la prime sera versée en une seule fois en Décembre 2023
- les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2023 – chapitre 012

Monsieur le Maire : *« Alors, effectivement c'est une avancée sociale importante pour nos agents, donc un décret est paru pour nous proposer de verser cette prime de pouvoir d'achat à nos agents, nous avons consulté forcément le CST qui a émis un avis favorable, et on vous demande de bien vouloir accepter l'instauration de la prime de pouvoir d'achat exceptionnel. »*

Madame DISDIER : *« Juste une question, cette prime sera bien donnée dès lors où il respecte, comme l'a indiqué Madame Liliane, toutes les particularités, tous les agents vont l'a toucher ou alors, excusez-moi du terme, mais c'est un peu la tête du client et si on estime qu'un tel ne le mérite pas alors qu'il remplit toutes les conditions ne peut ne pas l'avoir. »*

Monsieur le Maire : *« Non c'est pour tout le monde. »*

Madame DISDIER : *« On est bien d'accord que tous les... »*

Monsieur le Maire : *« ...oui. »*

Madame DISDIER : *« Merci. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire : *« Merci pour nos agents qui le méritent bien. »*

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

13. PERSONNEL COMMUNAL – CRÉATION DE POSTES

Monsieur Matthieu BALENT, Conseiller Municipal, expose au Conseil Municipal que dans le cadre des procédures de recrutements d'agents de la collectivité eu égard aux besoins des services, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs et d'effectuer les créations de postes suivantes :

- un poste d'Attaché Hors Classe à Temps Complet (statutaire ou à défaut contractuel)
- un poste d'Agent de Maîtrise (statutaire ou à défaut contractuel)

Monsieur BALEMENT propose au Conseil Municipal d'approuver la création de ces postes à compter du 1^{er} décembre 2023. Le tableau des effectifs qui sera mis en application à compter du 1^{er} décembre 2023 sera le suivant :

	Conseil du 26/10/23 tableau des effectifs au 01/11/23	Conseil du 28/11/23 tableau des effectifs au 01/12/23
GRADES		
<i>FILIERE ADMINISTRATIVE</i>		
Directeur Général des Services	1	1
Attaché Hors Classe	1	2
Attaché Principal	2	2
Attaché	6	6
Rédacteur Principal 1ère Classe	2	2
Rédacteur Principal 2ème Classe	1	1
Rédacteur	3	3
Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	9	9
Adjoint Administratif Principal de 2ème Classe	12	12
Adjoint Administratif	17	17
<i>FILIERE TECHNIQUE</i>		
Ingénieur Principal	1	1
Ingénieur	2	2
Technicien Principal 1ère Classe	3	3
Technicien Principal de 2ème classe	1	1
Technicien	6	6
Agent de Maîtrise Principal	12	12
Agent de Maîtrise	8	9
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	29	29
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	23	23
Adjoint Technique	49	49
<i>FILIERE CULTURELLE</i>		
Attaché Principal de conservation du patrimoine	1	1
Assistant de Conservation du Patrimoine	1	1
Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère Classe	8	8
Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème Classe	4	4
Adjoint du Patrimoine	3	3
Professeur d'enseignement artistique	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère Classe		
Temps complet	3	3
Temps non complet 12H30	2	2
Temps non complet 12H00	1	1
Temps non complet 8H00	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 5h15	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème Classe		
Temps non complet 15H00	1	1

Temps non complet 12H30	1	1
Temps non complet 11H30	1	1
Temps non complet 9H30	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 4H00	1	1
Temps non complet 2H00	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique		
Temps non complet 10H00	1	1

<i>FILIERE MEDICO-SOCIALE</i>		
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 1ère Classe	11	11
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 2ème Classe	1	1
Agent social territorial	1	1

<i>FILIERE ANIMATION</i>		
Adjoint d'Animation Principal de 1ère Classe	1	1

<i>FILIERE POLICE MUNICIPALE</i>		
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ère classe	2	2
Chef de Service de Police Municipal Principal de 2ème classe	0	0
Brigadier-Chef Principal de Police Municipale	3	3
Gardien Brigadier de Police Municipale	2	2

<i>FILIERE SPORTIVE</i>		
Éducateur des APS Principal de 1 ^{re} classe	1	1
Éducateur des APS Principal de 2 ^e classe	0	0

TOTAL	245	247
--------------	------------	------------

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « *Très bien, vous connaissez ça par cœur. Messieurs, Dames, pour être transparent avec vous, le poste d'attaché hors classe à temps complet, c'est pour notre futur DGS qui va arriver le 1er décembre, et le deuxième poste, c'est pour un agent qui a réussi son examen professionnel.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame LECOT, Adjointe à la Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

14. COMMISSION MUNICIPALE « TRAVAUX – PRÉVENTION ET SÉCURITÉ URBAINES – TRANQUILLITÉ PUBLIQUE – CADRE DE VIE – CIRCULATION ET VOIRIE »

Madame Martine DAUCHET, Conseillère Municipale, expose que selon les dispositions de l'article L2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut former des commissions chargées d'étudier des questions soumises au Conseil.

Au cours de sa séance du 24 Mai 2020, le Conseil a arrêté la composition des futures commissions municipales outre le Maire, Président de droit à :

- 5 membres issus du groupe Ensemble pour Caudry
- 1 membre de chaque liste des groupes Aimez Caudry, Rassemblement pour Caudry, Dynamisme et Equité et Caudry à venir.

Le Maire, Président de droit est remplacé en cas d'empêchement par le vice-président qui sera élu par chaque commission lors de sa première réunion.

Par délibération du 2 Juin 2020, le Conseil Municipal a adopté la création de la commission « *Travaux – Cadre de Vie - Voirie - Circulation - Développement Durable* » et la désignation des membres la composant.

Dans le cadre de la représentation proportionnelle, seuls Monsieur Alban BAJODEK, membre de la liste « Dynamisme et Equité » et Madame Sophie DESREUMAUX, membre de la liste « Caudry à venir » avaient présenté leur candidature.

Les élus suivants avaient été désignés :

- Brigitte PRUVOT
- Martine DAUCHET
- Dominique CHMIELEWSKI
- Véronique VERIN
- Violenne DENIZON
- Alban BAJODEK
- Sophie DESREUMAUX

Par délibération du 17 Mars 2022 (DGS/17-03-2022/Q4) Madame Ophélie DEMARQUE a été désignée au sein de la commission en remplacement de Madame Véronique VERIN démissionnaire du Conseil Municipal.

La composition de la commission est désormais la suivante :

- Brigitte PRUVOT
- Martine DAUCHET
- Dominique CHMIELEWSKI
- Violenne DENIZON
- Ophélie DEMARQUE
- Alban BAJODEK
- Sophie DESREUMAUX

Pour suite de la délégation accordée à Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal délégué aux travaux, à la prévention et à la sécurité urbaines, à la tranquillité publique, au cadre de vie, à la circulation et à la voirie, Madame DAUCHET propose :

- de modifier l'intitulé et le champ d'intervention de la commission créée le 2 Juin 2020,

* ancienne dénomination : commission travaux – cadre de vie – voirie – circulation – développement durable

* nouvelle dénomination : commission travaux – prévention et sécurité urbaines – tranquillité publique - cadre de vie – circulation – voirie

- de désigner Monsieur Marc DEVIENNE au sein de ladite commission en lieu et place de Madame Martine DAUCHET, avec l'accord de cette dernière.

Monsieur le Maire : « *Très bien, merci, Martine. Alors, nous avons reçu cette après-midi, donc un mail de...* »

Madame DISDIER : « *Excusez-moi Monsieur le Maire, ce n'est pas une information donc c'est à voter. Il est trop tard pour que je demande pour participer, je ne sais pas pourquoi j'y suis pas et pourquoi je me suis pas prononcée la dernière fois, est-ce qu'il est trop tard pour faire partie de cette commission, Monsieur le Maire ?* »

Monsieur le Maire : « *Alors déjà on va vous répondre déjà pourquoi, je ne sais pas pourquoi vous n'avez pas...* »

Madame DISDIER : « *... Je ne sais pas pourquoi, je suis étonnée.* »

Madame DESREUMAUX : « *Alors moi, je sais pourquoi, c'est parce qu'en fait, c'était lors de l'installation du conseil après le covid, lorsque nous étions à la salle Aurélie Chatelain, et en fait nous avons droit qu'à 3 commissions, et il a fallu que nous fassions notre choix sur 3 commissions. C'est pour ça que moi, par exemple, je ne suis pas dans la commission commerce, alors que j'aurais bien aimé être dans la commission commerce.* »

Madame DISDIER : « *D'accord.* »

Madame BACCOUT : « *Ceci étant dit, effectivement, il y avait une limitation dans la désignation officielle de chaque membre pour chaque commission, mais il avait été également convenu que les commissions pouvaient avoir des invités et que lesquels invités pouvaient être effectivement les élus, non membres des commissions.* »

Monsieur le Maire : « *C'est bon donc ?* »

Propos inaudibles Madame DISDIER

Madame BACCOUT : « *Alors pas de manière officielle puisqu'il y a trois représentations et certainement, vous avez déjà trois représentations.* »

Monsieur le Maire : « *OK, donc vous pouvez venir quand vous voulez, officieusement.* »

Madame DISDIER : « *Quand on ne fait pas partie de la commission, on reçoit quand même les convocations ou pas ?* »

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : « *Donc Monsieur FAUQUEMBERGUE va rectifier ça. Oui donc je posais la question à Madame BACCOUT, effectivement, donc Monsieur COLLIN doit avoir également trois représentations donc il peut pas, on lui dira qu'il peut venir de façon officieuse également.* »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

15. ACQUISITION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTRÉE AP N°181, RUE DU SOUVENIR FRANÇAIS

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal, informe l'assemblée que Monsieur François DUBAR, propriétaire de la parcelle cadastrée section AP n°181, souhaite faire procéder à la division de son terrain et à la vente d'une partie de celui-ci.

La parcelle est située rue du Souvenir Français.

La surface cadastrale est de 1892 m².

Monsieur BAUDOUX a porté à la connaissance du propriétaire son intérêt à acquérir cette parcelle pour la somme de 28 380,00 euros, soit 15€/m².

Cette acquisition permettra d'accompagner le projet d'extension du cimetière.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal décide:

- d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir une partie de la parcelle cadastrée section AP n°181 d'une surface au 1892 m² au prix de 28 380,00 euros.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire

Annexes :

- Plan projet de division de la propriété cadastrée section AP n°181

- Courrier de proposition de Monsieur François DUBAR

Monsieur le Maire : *« Très bien! Merci, Aurélien. Vous voyez une acquisition importante, parce que, je vais donner la parole à Valérie VANNIER qui va vous dresser un petit état des lieux des disponibilités de nos cimetières et on arrive à une situation qui va devenir, qui pourrait, qui aurait pu devenir critique dans quelques années et grâce à cette acquisition, nous allons pouvoir étendre notre cimetière. »*

Madame VANNIER : *« En effet, au niveau des cimetières, ça devient très compliqué, puisque le vieux cimetière est complet, qu'au niveau du nouveau cimetière, il nous reste à peu près une capacité pour, prévue pour deux ou quatre ans en tout cas maximum, et que nous avons ce terrain qui jouxte le cimetière allemand, où il serait très intéressant d'y faire un cimetière paysager d'ailleurs, ce qui donnerait une offre différente de ce qui est proposé actuellement donc pour bien faire, il nous fallait récupérer une partie du terrain, et je suis vraiment contente, parce que c'est un projet qui, qui va être très sympa et qui nous permettra de pouvoir faire des columbariums et des cavurnes. »*

Monsieur le Maire : *« Oui parce que pour votre information, on ne peut pas avoir une construction qui soit à moins de 35 mètres d'un cimetière et vice versa on peut pas avoir un cimetière à moins de 35 mètres d'une habitation. On a cette chance d'avoir pu récupérer ce terrain parce que le propriétaire avait pour projet de construire sa maison et il a changé projet, heureusement, et donc on va pouvoir récupérer. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame LEPREUX, Référente marchés publics et juridique des Services Techniques

Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

16. FIXATION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION POUR L'ANNÉE 2023/02

Monsieur Bernard POULAIN, Adjoint au Maire, expose :

Il est rappelé qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du CGI, la CA2C verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Lors de tout nouveau transfert de charges entre les communes et leur EPCI, la CLECT se réunit obligatoirement afin d'évaluer le montant des charges transférées.

La CLECT s'est réunie le 23 septembre 2020 et a validé le rapport d'évaluations des charges transférées. Celui-ci a été transmis aux communes membres et validé à la majorité qualifiée.

La communauté d'agglomération peut alors décider de s'écarter de ce rapport et proposer à ses communes membres de réviser librement le montant de leurs attributions de compensation.

Dans ce cas l'EPCI et les communes concernées par cette fixation libre devront prendre des délibérations concordantes.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le 1^{er} bis du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts,

Vu la délibération 2020/133 de la communauté d'agglomération du caudresis catesis fixant le montant des attributions de compensation 2020 suite au rapport de la Commission Locale d'Évaluation des charges Transférées.

Vu la délibération prise en séance du 06 avril 2023 de la communauté d'agglomération du caudresis catesis fixant le montant des attributions de compensation fixé librement pour 2023,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 9 Juin 2023 (DGS/09-06-2023/Q14) constatant le montant de l'attribution de compensation pour l'année 2023 à 8 712 561,79 € suivant le rapport d'Avril 2023 produit par la CA2C,

Vu la délibération prise en séance du 04 juillet 2023 de la communauté d'agglomération du caudresis catesis modifiant le montant des attributions de compensation fixé librement pour 2023

Considérant le rapport de révision libre des attributions de compensation ci annexé,

Entendu les modalités de fixation libre,

Monsieur POULAIN, invite le conseil municipal à délibérer sur l'approbation du montant révisé de l'attribution de compensation pour un montant de 8 646 927,27 € pour l'année 2023.

Monsieur le Maire : « Pour le public, il faut savoir que quand on a créé les EPCI, la communauté de communes à l'époque, nous avons, la ville de Caudry, transféré un certain nombre de compétences, notamment le développement économique, c'est-à-dire que c'est plus la ville qui touche, avant, c'était la taxe professionnelle, aujourd'hui, c'est l'agglomération qui le touche. On a transféré pas mal de choses et par rapport à ça, on touche des attributions de compensation donc à ce temps là il y a un calcul qui a été fait, qui a été arrêté, et tous les ans, on récupère une somme pour compenser les compétences que nous avons transférées à l'agglomération. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

17. POSITIONNEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA CRÉATION D'UN PLUI

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose que dans le cadre de l'élaboration du Projet de Territoire de la Communauté d'Agglomération de Caudrésis-Catésis, la piste d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal a été retenue au titre des orientations.

Il a été convenu au terme d'une réunion de la CA2C que les communes avaient à se positionner sur un éventuel transfert de la compétence PLU à l'intercommunalité dans la perspective de l'élaboration d'un PLUI.

A ce titre, et considérant :

- l'engagement de la commune de Caudry dans la révision de son PLU
- les fortes disparités en matière d'urbanisme entre la ville de Caudry, ville de près de 15 000 habitants et la plupart des autres communes essentiellement rurales

Monsieur BONIFACE invite le Conseil Municipal à émettre un avis défavorable au transfert de la compétence PLU en vue de l'élaboration d'un PLUI à l'échelle de la CA2C.

Monsieur le Maire : « Très bien, merci Didier, donc effectivement on vous propose, c'est une consultation de la CA2C, on vous propose de ne pas répondre favorablement à l'élaboration d'un PLUI sur le périmètre de la CA2C. »

Madame DESREUMAUX : « Excusez-moi, excusez-moi, alors là en votant contre, il est bien évident que vous n'allez pas dans le sens de l'histoire parce que, avec un PLUI, on va chercher à avoir une cohérence sur un territoire bien plus grand que celui de la ville qui est la nôtre. Vous, comme moi, vous le savez, les infrastructures de notre ville profitent aussi au village aux alentours et c'est dans ce cas là, pour avoir une réelle cohérence, qu'il faudrait effectivement voir les choses de manière, en tout cas l'urbanisme de le voir de manière différente, en tout cas le voir de façon globale. Ceci étant dit, juste une question pour mes collègues qui font partie du SCoT du cambrésis : est-ce que vous avez des nouvelles quant à la révision de ce SCoT qui a dû commencer, il me semble ? Non, OK, alors si vous avez la réponse, n'hésitez pas à me le dire. D'autre part, je pense que la question est bien plus importante, sur cette question d'urbanisme est bien plus importante que d'être là, juste balayée de quelques lignes en Conseil Municipal et que, peut être, l'interco aurait dû, la CA2C aurait dû organiser à minima une session d'information puisqu'on est nous, là il ne s'agit pas que des élus qui siègent à la CA2C, mais aussi nous, en tant que membres de ce Conseil Municipal, parce que là, pour moi, on n'a pas assez d'informations, c'est trop vague. Et, encore une fois, on n'est pas dans une démarche holistique, on est vraiment dans quelque chose qui reste très caudro-caudrésien, si je peux me permettre, ce qui me dérange. Donc, pour moi, ce sera ni contre ni pour, mais simplement une abstention, parce que je pense qu'il y a beaucoup d'autres choses, d'autres points à soulever. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Attendez, attendez, je vais donner une petite réponse, parce qu'on a quand même en annexe un dossier de la Céréma qui fait, je sais pas, 25 pages, 30 qui expliquent ce qui est un PLUI et qui va dans notre sens donc voilà il est disponible, Messieurs, Dames, a priori tout le monde ne l'a pas lu. »

Madame DESREUMAUX : « Mais ce n'est pas ce que je vous demande, Monsieur BRICOUT, c'est simplement d'avoir... »

Monsieur le Maire : « ... Monsieur le Maire s'il vous plaît... »

Madame DESREUMAUX : « ... d'avoir des échanges et de pouvoir construire ensemble, bien évidemment, vous me renvoyez dans mes buts avec quelques lignes de... »

Monsieur le Maire : « ... Non, non, ce n'est pas quelques lignes, on a un rapport du Céréma qui est un expert de 35 pages, ce n'est pas quelques lignes Madame. »

Madame DESREUMAUX : « Vous montrez bien, vous montrez bien ce soir que vous n'êtes pas prompt à la discussion, à l'échange je vous remercie. »

Madame DISDIER : « Oui, Monsieur le Maire, je vais paraître peut être très naïve, mais je ne comprends pas très bien. Est-ce que la communauté d'agglomération, c'est venu de la communauté d'agglomération de vouloir un PLUI ou toute la communauté d'agglo est contre? Excusez-moi, je ne comprends pas. »

Monsieur le Maire : « Alors, on est tous consulté, c'est le but de cette démarche. »

Madame DISDIER : « Oui, mais au départ, qui est-ce qu'il l'a proposé ce PLUI ? »

Monsieur le Maire : « Normalement, le PLUI est applicable à tous les EPCI, communauté de communes, communauté d'agglo, sauf que c'est dérogatoire. »

Madame DISDIER : « Oui oui, mais tout ça je sais mais... »

Monsieur le Maire : « Non mais je le dis pour les gens qui sont là aussi...donc c'est une raison supplémentaire c'est que c'est dérogatoire, un jour la dérogation n'existera plus donc on se sera obligé de passer au PLUI donc il n'y a pas besoin de se presser. La CA2C a fait une enquête et donc on est tous consultés donc tous les conseils municipaux des 46 communes membres de la CA2C vont avoir à se positionner pour... »

Madame DISIDER : « ... mais ce n'est pas la première fois qu'on a cette délibération. Il me semble que, déjà l'année dernière ou il y a quelque temps, on l'a déjà voté, celle là, on avait déjà voté défavorablement. »

Monsieur le Maire : « Alors là, c'est dans le cadre du projet de territoire. Mais tous les ans, je rappelle quand même que, excusez-moi, mais tous les ans, effectivement, à la CA2C on émet un avis défavorable sur la mise en place d'un PLUI, c'est vrai mais là c'est dans le cadre du projet de territoire, où on sollicite toutes les communes. »

Madame DISIDER : « Sur les 46 communes, la plupart sont plutôt favorables au PLUI ? Moi, personnellement, je suis d'accord pour voter défavorablement. »

Monsieur le Maire : « Non. après on verra mais moi je vous dis que non parce que les gens pensent surtout à leur commune. »

Madame DISDIER : « Moi je pense effectivement que la commune doit rester souveraine et prendre ses propres décisions et je pense, enfin moi je suis pour cet avis défavorable, effectivement, ce qui est bon pour une ville ou un village ne l'est pas forcément pour son voisin. Je pense qu'un maire sait ce qu'il est de bon pour ses habitants et que seul lui peut décider ce qui doit se passer dans sa ville et garder la maîtrise. »

Monsieur le Maire : « Effectivement, c'est ce qu'on a écrit, on ne peut pas aligner les intérêts d'une commune de 15000 habitants avec une petite commune rurale, on a la chance d'avoir la plus petite commune rurale de France, Déhéries avec 43 habitants, je crois, on ne peut pas aligner les mêmes intérêts et donc beaucoup, à mon sens, vont voter défavorablement pour le PLUI. »

Madame DISDIER : « Est-ce que ça permet aussi de voter aussi les projets éoliens qui peuvent permettre à des Maires de s'y opposer alors que si on était sur un PLUI, la décision serait au niveau communauté d'agglomération ? »

Monsieur le Maire : « En partie, après, il y a une enquête publique, etc, mais en partie, on pourrait effectivement dans notre PLUI si la majorité décidait de ne plus implanter d'éoliennes, tout le monde serait obligé de se soumettre à ce nouveau règlement. »

Madame DISDIER : « Ou d'en imposer alors que le propre Maire de sa ville ne le souhaiterait pas, dans le sens inverse ? »

Monsieur le Maire : « *Oui tout à fait. »*

Madame DISDIER : « *On est bien d'accord. OK. »*

Monsieur DEVIENNE : « *Pour en revenir à la réunion, effectivement elle a eu lieu avec les maires, donc ça remonte à deux, trois mois, j'y avais participé à Saint Souplet. Les avis étaient mitigés, peu étaient pour, un peu plus contre et beaucoup sans opinion, parce qu'ils ne savaient pas de quoi on parlait. Moi, ce que j'avais noté, c'est que l'atout principal de la Céréma pour faire partie d'un PLUI, c'était de faire partie d'un PLUI, donc en fait ce n'était pas très développé pour moi et la chose défavorable que je voyais également, c'est que les communes qui étaient déjà dotées d'un PLU donc récemment, ou ceux qui étaient en train de le refaire, comme nous, aller voir perdre complètement cette somme d'argent si on entamait un PLUI, on oubliait tout le reste, tout ce qui avait été fait auparavant. Ce qu'ils avaient ajouté c'est qu'il fallait absolument que chaque commune soit dotée, soit d'un PLUI, soit d'un PLU, soit d'une carte communale pour les communes les plus petites. »*

Monsieur DOYER : « *J'écoute avec intérêt Marc puis la remarque de notre collègue et en fait si je comprends bien, c'est que, à défaut d'être dans une démarche holistique, nous sommes actuellement dans une démarche heuristique, c'est-à-dire que nous cherchons, à savoir, nous explorons un domaine avant d'avoir une décision générale et connaissant toutes les données du problème. »*

Madame DESREUMAUX : « *Je vous remercie. Là, moi, ce qui me dérange, c'est que, déjà, je suis très contente qu'on puisse du coup, que j'ai pu ouvrir ce débat et qu'on puisse aussi échanger, et me fait vraiment plaisir, je vous remercie. Par contre, moi, ce qui me dérange, c'est que, de ce que j'entends, les propos, c'est qu'on part du principe que chaque commune va vouloir tirer la couverture sur elle. En réalité, quand je parle de démarche globale, voilà pourquoi est-ce que forcément une commune plus petite voudrait forcément tirer la couverture sur elle? Pour moi, la vision politique, elle est pas simplement ma commune et ma commune, mais c'est bien de travailler avec les gens, mais là, j'ai l'impression qu'on travaille contre les gens, en tout cas, on s' imagine que les autres vont travailler contre nous, et ça, ça m'embête un peu. Je vous remercie. »*

Monsieur le Maire : « *On passe au vote Messieurs, Dames. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS 1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

18. RECOURS À DES VACATAIRES

Monsieur José DEUDON, Conseiller Municipal, expose que l'article 1er du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- La spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- La discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent.

- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Monsieur DEUDON précise qu'il est nécessaire d'avoir recours à des vacataires pour certaines missions dans différents secteurs d'activités de la commune :

- Observatoire du commerce et missions ponctuelles liées à l'attractivité commerciale
- Démonstration ponctuelle de l'activité de tulliste au Musée des Dentelles et Broderies

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 modifiée relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.

Considérant la nécessité d'avoir ponctuellement recours à des vacataires ;

Monsieur DEUDON propose :

- d'autoriser Monsieur le Maire à recruter des vacataires pour :
 - assurer ponctuellement des démonstrations de l'activité de tulliste au Musée des Dentelles et Broderies
 - assurer une mission ponctuelle, en tant que de besoin, des missions d'observatoire du commerce de centre-ville et de renforcement de l'activité commerciale.
- de fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 15 €. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal – *chapitre 012*.
- de l'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : « Très bien, merci José. Oui, effectivement, on vous propose d'accéder au recrutement de vacataires. Le premier, c'est pour pallier à l'absence éventuelle de notre, puisqu'on a qu'un tulliste au musée des dentelles et broderies et forcément, les gens apprécient quand le métier tourne, c'est quand même un peu, c'est une partie importante de muséographie. Ça, c'est la première chose. Et deuxième chose, c'est pour une aide à nos commerçants, parce que nos commerçants en ont bien besoin en ce moment, c'est compliqué pour eux, ils ont vraiment besoin d'être accompagnés, je peux vous dire qu'on est à la limite de plusieurs fermetures de commerces, sans les citer, mais vraiment des gens qui crient au secours, qui nous demandent de les aider et donc on a proposé une vacation pour aller les accompagner. »

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
 Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

19. PROJET D'ACQUISITION D'UNE CELLULE DANS LA FUTURE MAISON DE SANTÉ PRIVÉE RUE DU MARÉCHAL LECLERC

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

Au cours de la réunion du Conseil Municipal du 26 Octobre 2023, Monsieur le Maire et Monsieur Claude DOYER, Adjoint au sport et à la santé, ont exposé le projet d'investir dans l'acquisition d'une cellule située au sein de la future Maison de Santé située à Caudry 46 rue du Maréchal Leclerc (friche de l'entreprise Bracq) afin de la louer à prix attractif à des professionnels de santé qui pourraient y établir leur cabinet médical.

Le projet de maison de santé a fait d'objet d'un permis de construire accordé le 28 Avril 2022. Dans le cadre de la finalisation de son projet, la SRL Clémenceau 2018 représentée par Monsieur Bruno FINOT nous demande de nous positionner quant à cette future acquisition.

En conséquence, Monsieur DOYER invite le Conseil Municipal :

- à émettre un avis favorable au projet d'acquisition d'une cellule de 200m² moyennant le prix de 416 400 € TTC et de 4 places de parking privées pour un montant de 24 000 € TTC soit un total de 440 400 € TTC.

En cas d'accord sur ce principe d'acquisition, le conseil municipal sera invité à adopter le compromis de vente lors d'une prochaine séance.

Monsieur le Maire : « *Très bien, des choses à dire Docteur ?* »

Monsieur DOYER : « *Mais oui.* »

Monsieur le Maire : « *On en avait discuté la dernière fois en conseil municipal, on vous l'avez plus ou moins annoncé, effectivement, c'est quelque chose d'important parce qu'aujourd'hui on a beaucoup de mal à recruter des médecins généralistes, par rapport à toutes les études qui ont été faites et je remercie le Docteur Doyer qui a assuré l'accueil des internes de médecine et qui leur a fait remplir un questionnaire, peut être donné le retour des questionnaires Docteur, je sais pas si vous l'avez.* »

Monsieur DOYER : « *Alors, concernant déjà la surface de cet ensemble, 200m², c'est considérable, et que l'on peut rapprocher de l'apparition d'un article de la Voix du Nord, il y a une dizaine de jours sur le médipôle de Cambrai. Le médipôle de Cambrai donc que j'ai eu au téléphone, va proposer en location, suivant le modèle de airbnb, c'est comme ça que ça m'a été présenté, le terme exact, parce que j'ignorais ce terme, va mettre à disposition des médecins et des paramédicaux, des cabinets d'une surface qui va osciller entre 16 et 25 mètres carrés, autrement dit les 200 mètres carrés ça donne une idée de l'ambition du projet qui correspond tout à fait, d'une part, au testament mystique de Monsieur Sandras, d'organiser les soins, quelle que soit la manière, bien entendu, les choses ont évolué depuis le décès de Monsieur Sandras et la rédaction de son testament, mais également qui montre bien justement cette perspective d'avenir parce que, précisément en rencontrant les internes et en remettant un questionnaire, il est apparu que 25 sur 30 des internes souhaitaient exercer la médecine générale libérale, mais avec une unanimité presque parfaite, aucun d'entre eux n'avait l'intention de s'installer seul dans un cabinet médical, comme par exemple, j'ai pu le faire, comme Madame NAVEZ actuellement le fait, et rester dans ce cabinet médical six jours sur sept pendant 30 ans de carrière, ça, c'est une affaire qui est terminée. Autrement dit, des cellules telles que celle-là, et peut être d'ailleurs ne faut-il pas prétendre pouvoir les louer à une même personne pour toute sa carrière, mais ce seraient des locaux qui seraient loués, autrement dit de tous les points de vue, aussi bien du point de vue du testament de Monsieur Sandras que de la manière d'envisager l'avenir c'est-à-dire quelque chose d'assez important qui pourrait regrouper non seulement les jeunes médecins qui s'installeraient, mais également, et j'ai trouvé cette idée qui n'était pas si mauvaise, en discutant la semaine dernière avec Monsieur CROMBEZ, on a assisté à des médecins qui, à*

proximité de la retraite, souhaitaient arrêter leur activité libérale, on a eu le cas avec Monsieur CUVILLION qui n'avait pas l'âge de la retraite, on a le cas maintenant avec le Docteur LACROIX, on a le cas maintenant avec le Docteur FOLLENS, qui n'ont pas l'âge de la retraite et qui n'ont pas envie de voir un écrêtage important de cette retraite, qui vont donc continuer une activité médicale pour pouvoir cotiser. Et bien ces cellules pourraient accueillir et des jeunes médecins qui voudraient commencer dans le métier mais également empêcher que des médecins à proximité de la retraite puissent s'expatrier pour aller travailler dans des édifices publics. Autrement dit, ça répond parfaitement aux inspirations de notre généreux donateur et en même temps aux besoins de la communauté caudrésienne. »

Monsieur le Maire : « Très bien, Docteur, merci. Effectivement, c'est vrai que ça nous donne un atout supplémentaire et on répond au désir de notre gentil donateur, Monsieur Sandras. »

Madame DESREUMAUX : « Excusez-moi, alors j'entends mais moi ça me pose quand même quelques questions et je vous remercie, Monsieur DOYER, de vos précisions. La notion de Airbnb m'interroge là de, en gros, Airbnb on est bien d'accord c'est j'ai envie de louer pour 15 jours ou 2 jours. Ça veut dire qu'il pourrait potentiellement y avoir des médecins, mais qui ne seraient pas inscrits dans la ville, qui viendraient potentiellement pour un court séjour, comme le veut le Airbnb. Simplement, OK, est-ce que c'est, je sais pas je viens d'avoir l'information donc il faut le temps aussi de la comprendre, de la digérer, mais là je me pose quand même un peu des questions, parce que du coup ça veut dire qu'on n'aurait pas, on n'aurait plus ce médecin de famille qui nous connaît, qui sait, qui connaît nos pathologies, qui connaît nos parents, nos grands-parents. »

Monsieur DOYER : « Le terme a été utilisé, non pas de ma création, c'est parce que quand j'ai appelé et bavardé suffisamment longtemps avec la secrétaire de médipôle à Cambrai, c'est le terme qui a été utilisé, pour moi, c'est un terme, c'est pire que du chinois Airbnb et donc les locaux seraient loués sur réservation, c'est-à-dire que tel médecin pourrait louer un jour par mois, 10 mois de l'année, à sa convenance, tel autre 2 jours par semaine et avec des montants de loyer qui seraient proportionnels à leur temps d'occupation. Je n'ai plus les chiffres en-tête, mais c'est un loyer à payer. Ce sont des cabinets médicaux avec cette surface là, bien entendu, il n'y a qu'un seul bureau, c'est-à-dire qu'il n'y a plus cette salle d'examen séparées à laquelle on tenait beaucoup dans le temps passé. Et, comme vous l'avez justement fait remarquer, je pense que le médecin de famille est mort. Ça fait partie des dinosaures ou presque. C'est une affaire qui est terminée, c'est sûr que ça va manquer à la connaissance des médecins de savoir tout ce qui s'est passé dans la famille, les antécédents. Les gens qui nous gouvernent dans le domaine de la santé escomptent beaucoup sur la bonne tenue des livrets médicaux, des carnets médicaux qui vont apparaître sur le système internet et qui vont permettre à un médecin ne connaissant rien de votre passé ni de celui de votre famille alors que ça peut avoir beaucoup d'importance bien sûr, une importance capitale, je suis d'accord avec vous, à tout point de vue, aussi bien sur le point de vue de la relation personnelle, or un certain nombre de patients vont en consultation parce qu'ils ont besoin d'être écoutés, ils ont besoin d'être entendus, d'être compris mais peut être que le médecin consciencieux, qui, d'ailleurs aura peut être du temps pour se mettre sur ces machines atomiques et surtout qu'il saura écrire un peu plus vite que je ne sais le faire, va pouvoir peut être mettre toutes ces données avec toute sa sensibilité qui fait que le confrère qui va venir après lui et chez qui nous allons aller vous et moi consulter, va pouvoir avoir peut être toutes ces sensibilités. Et puis, n'avons-nous pas une confiance peut être immodérée dans l'intelligence artificielle qui percevra tout ce que le médecin n'a pas écrit mais qu'il aurait voulu écrire s'il avait eu plus le temps. »

Madame DESREUMAUX : « Oui, là, pour le coup, c'est une autre question. Par contre, je voudrais aussi revenir, alors très bien, vous, je suis d'accord avec vous, cela répond en partie aux volontés de, non pas aux désirs, mais aux volontés de Monsieur Sandras. Par contre, ça veut dire que si nous n'avions pas eu cet héritage, vous n'auriez pas fait l'acquisition de la cellule ? J'ose espérer que vous l'auriez fait-tout de même, d'une part, et d'autre part, on est quand même très loin, avec 440 000 €, on est quand même très loin des 7 millions qui auraient dû être donnée, être donné pour le... »

Monsieur le Maire : « Ah, j'attendais ce moment avec impatience. »

Madame DESREUMAUX : « *Il n'y a pas 7 millions, forcément il y en a 2 qui ont été donnés pour la dette. »*

Monsieur le Maire : « *N'importe quoi. »*

Madame DESREUMAUX : « *Comment ça n'importe quoi ? Comment ça n'importe quoi ? »*

Monsieur le Maire : « *Oui, Madame n'importe quoi et puis, vous avez validé la délibération. Madame, on a touché exactement 5 633 000 € donc vous ne faites qu'une petite erreur de 1 360 000€. J'espère que vous ne gérez pas la commune de cette façon, parce que autrement on va aller dans le mur. Ce n'est pas du tout 7 millions, Madame, c'est 5 633 000 € donc arrêtez de faire des vidéos sur Facebook en racontant des bêtises, parce que c'est tout simplement scandaleux alors, soit vous faites exprès, et ça c'est scandaleux, parce que c'est de la désinformation, soit alors vous avez un petit problème dans la gestion communale. »*

Madame DESREUMAUX : « *Non, non, mais là je vous demande de retirer ces propos. »*

Monsieur le Maire : « *Non, je ne les retire pas, Madame, pas du tout. »*

Madame DESREUMAUX : « *Et là autour de cette table... »*

Monsieur le Maire : « *Moi je vous demande de retirer votre vidéo ? »*

Madame DESREUMAUX : « *Pardon ? »*

Monsieur le Maire : « *Moi, je vous demande de retirer votre vidéo ? Non mais je m'en fous de votre vidéo en fait, mais bon aller raconter... »*

Madame DESREUMAUX : « *... Vous vous en foutez tellement que vous m'en parlez ce soir... »*

Monsieur le Maire : « *...vous avez un sacré niveau de crédibilité, aller raconter à tous les caudrésiens qu'on a hérité de 7 millions alors qu'on a hérité de 5 633 000 €, c'est juste une erreur de 1 360 000 € donc bravo, Madame, vous êtes d'une grande crédibilité. »*

Madame DESREUMAUX : « *Nous y reviendrons plus. »*

Monsieur le Maire : « *Oui, vous avez raison, , allez Messieurs, Dames, ... »*

Madame DESREUMAUX : « *Par contre, par contre, est-ce que, est-ce que je peux terminer mes propos ? Bon... J'aimerais aussi, dans tous les cas, 440 000 €, on est très loin de l'héritage de Monsieur Sandras. D'autre part, je profite aussi de l'occasion pour vous demander des nouvelles des médecins qui devaient passer leurs équivalences en cette fin d'année et qui devaient venir s'installer à Caudry donc il me semble qu'il y avait un médecin espagnol et deux médecins hors Union Européenne, est-ce qu'on sait ce qu'ils sont devenus ? »*

Monsieur DOYER : « *Pour le médecin espagnol, les affaires ont trainé un peu du côté de sa femme, puisqu'il voulait bien déménager si sa femme trouvait un emploi, elle avait rendez-vous avec un industriel caudrésien qui lui assurait une place, peut être, ça lui a paru trop loin, peut être ça lui a paru trop pour le climat, en tout cas elle ne s'est jamais présenté donc l'affaire est tombé à l'eau, il a trouvé un emploi, apparemment dans le sud de la France donc ça c'est une affaire qui est terminée pour le médecin espagnol. Pour la médecin gabonaise, elle a bien passé son examen, mais nous n'avons pas le résultat. Cet examen, d'autre part, va simplement lui ouvrir les portes d'un hôpital pendant deux ans où elle va pouvoir exercer comme, « en-cours de formation », comme en interne en fait, puisque les études médicales au Gabon durent quatre ans, contre huit, neuf, dix ans en France, et puis ne serait ce que la durée des études, beaucoup de choses que nous avons apprises ne nous servent pas dans l'exercice quotidien, mais ne serait ce que pour la familiariser avec l'exercice de la médecine en France métropolitaine, qui peut être assez différent de ce qui se fait, ce qui se fait au Gabon. »*

Madame DESREUMAUX : « *Les pathologies ne sont pas les mêmes en France que...* »

Monsieur DOYER : « *Des résultats de cet examen n'ont pas encore été publiés, d'une part, et d'autre part, va rester une autre hypothèque qui est très importante, c'est que son mari n'a pas l'âge de la retraite et il faut lui trouver un emploi dans l'éducation nationale, et ça ce n'est pas encore fait et la deuxième chose, c'est que tous les hôpitaux n'acceptent pas ce type de stagiaire, ce type de formation, et le directeur de l'hôpital ne peut pas l'imposer à ses chefs de service. L'hôpital de Cambrai l'a fait pendant un an ou deux, je ne sais pas s'il le fait encore à l'heure actuelle peut être que si on lui proposait il le ferait parce que tout compte fait c'est le chef de service qui a la responsabilité de la formation de cet étudiant un peu particulier puisque former un étudiant de 24, 25 ans, 27 ans au maximum qui a son caractère mais qui est encore en formation, n'est pas la même chose qu'avoir la responsabilité de former quelqu'un qui a déjà dix, quinze ans d'exercice, on ne peut pas le contraindre. Si bien que, elle pourrait se retrouver à avoir une place, parce que les places sont attribuées au classement à cet examen, elle pourrait très bien se retrouver à choisir en cinquantième position et d'avoir une place que à Rennes. Est-ce que si elle avait une place à Rennes, elle viendrait à Caudry ensuite, c'est vous dire le nombre d'hypothèques. La tentative a été faite, la dame a été reçue ici à Caudry au moins à deux reprises et nous avons fait tout ce qui pouvait être fait pour l'attirer, elle a été reçue, non pas de manière princière mais de manière caudrésienne et tout a été fait pour l'attirer mais un certain nombres d'éléments nous échappent dans cette affaire. Voilà les derniers éléments que j'ai à vous donnés.* »

Madame DESREUMAUX : « *Il me semblait que c'était deux personnes hors union européenne.* »

Monsieur DOYER : « *Oui, de l'algérienne qui, elle aussi est venue, qui, elle aussi a été reçue et qui paraissait très intéressée, là nous n'avons pas de nouvelles récentes et il faut ajouter aussi que le départ de Madame SZOPA a fait que la reprise des dossiers ne s'est faite que progressivement. Pour ce qui est de notre confrère Gabonaise, elle était quand même suffisamment engagée pour qu'à la rentrée scolaire, elle ait mis sa fille chez sa sœur qui habite Caudry et elle est scolarisée à Caudry, c'est un point très fort qui devait pouvoir jouer en notre faveur.* »

Madame DESREUMAUX : « *Donc, malheureusement, on n'a pas de...* »

Monsieur DOYER : « *... beaucoup de choses ne dépendent pas de nous.* »

Madame DESREUMAUX : « *Oui, bien sûr. Je vous remercie.* »

Monsieur le Maire : « *Puis après, je voulais répondre à votre question quand même, parce que, effectivement, ce n'est que 440 000€, mais je pense que tout le monde autour de la table est d'accord pour dire que ce n'est pas ce qu'on a de l'argent qu'on est obligé de tout dépenser. Ce serait plutôt de la gestion kamikaze et nous, grâce à notre bonne gestion, nous n'avons pas emprunté les 2 millions que nous empruntons habituellement pour notre budget donc ça, c'est déjà une belle chose. Et puis, nous avons placé 5 millions d'euros sur des comptes à terme qui nous ont rapporté 120 000€ d'intérêts cette année. Je pense que ça, c'est de la gestion qui est carrée, comme diraient les jeunes. Voilà.* »

Madame DESREUMAUX : « *Quel est votre projet avec ces 120 000€ que vous venez d'engranger ? Qu'est-ce que vous allez faire avec ?* »

Monsieur le Maire : « *Mais Madame, on avance, on fait en fonction des besoins, on ne va pas claquer tout notre pognon comme ça, c'est pas...* »

Madame DESREUMAUX : « *... Je ne vous demande pas de le claquer comme vous le dites, je vous demande d'avoir de la vision et de nous expliquer quelle est votre politique...* »

Monsieur le Maire : « *Mais, Madame, ma politique, , à part vous, tout le monde, l'a compris, mais bon...* »

Madame DESREUMAUX : « *Je vous demande de retirer vos propos.* »

Monsieur le Maire : « *Merci. Allez, Messieurs, Dames, je vous demande d'émettre un avis favorable au projet d'acquisition de cette cellule de 200m² pour un montant TTC de 440400 €. »*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 29/11/2023

INFO 1 : Décisions de Monsieur le Maire

- portant subdélégation à Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal délégué de la possibilité d'ester en justice au nom de la commune
- portant fixation de divers tarifs inhérents à l'organisation des Fêtes Foraines

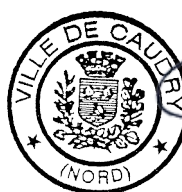
Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services et Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des affaires juridiques et scolaires

Monsieur le Maire : « *Très bien, alors l'ordre du jour est épuisé, Messieurs, Dames, merci de votre bonne collaboration. Madame la Directrice Générale des Services, on se donne rendez-vous quand ? »*

Madame BACCOUT : « *Le rendez-vous prochain est fixé au 20 décembre. »*

Monsieur le Maire : « *Rendez-vous le 20 décembre, Messieurs, Dames, pour le prochain Conseil Municipal. Merci. Bonne soirée. »*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT